

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELKEM SILICONES FRANCE SAS

9 rue Specia
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-26-054-CC
Code AIOT : 0006103727

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement ELKEM SILICONES FRANCE SAS implanté 1 et 55, rue des Frères Perret 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport, a pour but de contribuer à l'examen du Porter A Connaissance (PAC) de la préfète intitulé «*Modification du site Nord dans le cadre de la mise en conformité vis-à-vis des AM 24/09/2020*» transmis par courrier de l'exploitant DBO/CR/25041 du 16 octobre 2025. Suite à des demandes de compléments de la part de l'inspection transmis par courrier électronique du 17/11/2025, l'exploitant a apporté des réponses par courrier DBO/CR/26008 du 3 février 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELKEM SILICONES FRANCE SAS
- 1 et 55, rue des Frères Perret 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103727
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Elkem Silicones France appartient au groupe Elkem. La production de Elkem Silicones France est répartie sur ses sites industriels situés à Roussillon (38) et Saint-Fons (69). Le site de Saint-Fons est divisé en deux secteurs : le secteur nord (8 ha) et le secteur sud (18 ha). Les silicones y sont produits sous de nombreuses formes, à partir notamment de matières premières issues du site de production de Elkem Silicones de Roussillon. Le site est réglementé du point de vue de la législation des installations classées, par l'arrêté préfectoral cadre d'autorisation d'exploiter du 28 mars 1994 modifié. Il est soumis à autorisation avec un statut Seveso seuil haut ; il est également soumis à la directive IED.

Les exploitants de la plate-forme chimique de Saint-Fons, notamment ELKEM, disposent de moyens d'intervention propres, dénommés Plateforme d'intervention des Pompiers de Saint-Fons (PIPS), pour assurer leur défense contre les accidents industriels, en particulier les incendies.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rétention déportée des parcs 532 & 553	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article III.14 : IV	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositif d'extinction des effluents enflammés	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.14.III	Demande d'action corrective	1 mois
8	Etat des stocks de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46, II	Sans objet
3	Analyse de risques.	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7, 2	Sans objet
4	Effets dominos internes et conséquences sur les	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46, III, 1°	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	accidents majeurs		
5	Implantation stockage extérieur	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II.1	Sans objet
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport, qui avait pour objectif de contribuer à l'examen du Porter A Connaissance (PAC) de la préfète intitulé «Modification du site Nord dans le cadre de la mise en conformité vis-à-vis des AM 24/09/2020» fait apparaître que :

- L'implantation de la rétention déportée des parcs de stockage 532 et 553 ; telle qu'envisagée dans le PAC ; n'est pas conforme aux dispositions de l'article III.14, IV de l'arrêté ministériel du 24/09/20 (Fiche de constat n°2) ;
- Les siphons coupe-feu, implantés dans les réseaux d'évacuation des eaux pluviales et/ou des eaux d'extinction, des zones de stockage et de chargement/déchargement de liquides inflammables, doivent faire l'objet de contrôles et de maintenances périodiques, de manière à s'assurer de leur maintien en état de fonctionnement (Fiche de constat n°7) ;
- L'étiquetage des produits stockés en récipients mobiles doit être amélioré, de manière à répondre au règlement CLP, et pour permettre la vérification à tout instant l'état des stocks de produits dangereux (Fiche de constat n°8).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46, II
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Dans l'objectif de bien préciser le périmètre du PAC mentionné supra au chapitre "Contexte de la visite", l'inspection a demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • Si le sous-secteur 3 est impacté ou non par ces modifications. L'exploitant a précisé qu'il est concerné car des stockages de récipients mobiles de liquides combustibles,

initialement présents dans ce sous-secteur, vont être transférés ailleurs. Cependant, il n'y a pas d'impact au niveau des rubriques ICPE car les produits concernés ne sont pas classés selon la nomenclature des ICPE, notamment au titre de la 1436 de la nomenclature ;

- Si dans le Tableau "Avant/Après projet" créé par l'inspection et présenté à l'exploitant pour avis, pour les rubriques 1436 et 4510 en ce qui concerne le sous-secteur N07, il faudrait ajouter le parc de stockage 532 dans la colonne "après projet". L'exploitant a confirmé que le parc de stockage 532 peut être ajouté à cette colonne pour les deux rubriques ;
- Si dans le Tableau "Avant/Après projet", pour la rubrique 4511 en ce qui concerne le sous-secteur N07, il faudrait ajouter les parcs de stockage 532/553 dans la colonne "après projet". L'exploitant a confirmé que les parcs de stockage 532/553 peuvent être ajoutés à cette colonne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention déportée des parcs 532 & 553

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article III.14 : IV

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention déportée des parcs 532 & 553

Prescription contrôlée :

V. La zone de collecte, le drainage, le dispositif d'extinction et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site, en particulier le trajet aérien ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux récipients mobiles ou stockage couvert. Le réseau est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins ;

Constats :

L'inspection a tenu à se faire confirmer, que selon les derniers compléments transmis par courrier de l'exploitant DBO/CR/26008 du 3 février 2026, la rétention déportée des parcs de stockage 532 et 553 est bien implantée à l'extérieur des limites de l'établissement ELKEM SILICONES, en l'occurrence à l'intérieur de l'établissement KEM ONE.

L'exploitant a confirmé l'implantation historique de cette cuvette, qui était utilisée pour l'ancienne estacade de la zone 532 qui accueillait des stockeurs, qui ont été démantelés. L'exploitant a indiqué que les futurs parcs de stockage 532 et 553, tels que décrits dans le PAC n'étant pas encore construits, il ne sont pas encore raccordés à cette fosse.

L'exploitant a ajouté que l'intérêt de raccorder ces parcs de stockage à cette fosse d'environ 250 m³ est technique (absence d'une place suffisante) et économique.

L'inspection constate, que l'implantation de la rétention déportée des parcs de stockage 532 et 553, telle qu'indiquée dans le PAC de l'exploitant, n'est pas conforme à l'article III.14, IV de l'arrêté ministériel du 24/09/20. Par conséquent dans sa version actuelle, l'inspection donnera un avis défavorable à cette demande de modification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Modifier l'implantation de la rétention déportée des parcs de stockage 532 et 553, telle qu'indiquée dans le PAC " <i>Modification du site Nord dans le cadre de la mise en conformité vis-à-vis des AM 24/09/2020</i> " transmis par courrier DBO/CR/25041 du 16 octobre 2025, afin qu'elle soit conforme aux dispositions de l'article III.14, IV de l'arrêté ministériel du 24/09/20.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Analyse de risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7, 2
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de risques.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de justifier l'absence dans son PAC, de modélisation des effets thermiques de l'incendie de la zone 555, de la marquise 544 LC, MP résines/huiles. L'exploitant a justifié par courrier DBO/CR/26008 du 3 février 2026 l'absence de ces scénarii, du fait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il s'agit de stockages de produits combustibles uniquement, dont les Points Eclair (PE) sont > à 93°C ; • Les zones concernées sont situées à plus de 10 mètres, ou séparées par des murs coupe-feu des installations contenant des liquides inflammables ; • Les zones concernées sont de tailles très limitées et ne sont donc pas susceptibles de remettre en cause le dimensionnement des réseaux de protection incendie ou de bassin confinement. <p>L'inspection a demandé à l'exploitant, de justifier que les produits ont effectivement un PE > 93°C.</p> <p>L'exploitant a précisé, que ces données proviennent des Fiches de Données de Sécurité (FDS). Les principaux produits sont fabriqués en interne, ils subissent des tests de PE par coupelle fermée, suivant une norme AFNOR T 60103. Il a présenté la FDS du XL 90 A stocké dans la marquise du 544, qui confirme que le PE est supérieur à 93°C.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Effets dominos internes et conséquences sur les accidents majeurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46, III, 1°
Thème(s) : Situation administrative, Effets dominos internes et conséquences sur les accidents majeurs

Prescription contrôlée :

III. Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :

1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

- a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;
- b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;

Constats :

Dans son PAC, l'exploitant a indiqué en ce qui concerne les effets dominos sortants que "Le projet « Lubrizol Nord » améliore la situation actuelle en réduisant l'impact du parc 517 sur les installations avoisinantes (réduction de surface du parc et éloignement de la zone de collecte à 10 mètres des autres installations), mais celui-ci génère encore des effets dominos (8 kW/m²) sur les bâtiments 514 et 523. Les équipements F3-K31000, F3-R55000 et F3-K50000, ayant un impact sur le domaine public, continueront d'être affectés par le parc 517"

L'inspection a demandé à l'exploitant par courrier électronique du 17/11/2025 si :

- Les équipements F3-K31000, F3-R55000 et F3-K50000, sont implantés à l'intérieur des bâtiments 514 et 523 ;
- D'autres équipements sont implantés dans ces bâtiments ou des scénarii d'accidents engendrés par ceux-ci (incendie généralisé ou explosion des bâtiments 514 et 523), ont des effets à l'extérieur de l'établissement ;
- Les accidents concernés sont " couverts " par le règlement du PPRT.

L'exploitant a répondu par courrier DBO/CR/26008 du 3 février 2026 que :

- Seuls les 3 équipements F3-K31000, F3-R55000 et F3-K50000 génèrent des effets hors sites ;
- Ils sont à l'origine de 4 phénomènes dangereux, dont seuls les 2 suivants génèrent des fumées toxiques dont le Seuil des Effets Irréversibles (SEI), sortent des limites de l'établissement : F3-R015-K50000-CAP-DOM-5-Fum-60'60' et F3-R019-K31000-CAP-DOM-5-Fum-60'60' ;
- La démonstration que les effets de ces phénomènes dangereux étaient compatibles avec le règlement du PPRT, n'a pas été effectuée suivant la doctrine nationale.

Au cours de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant d'apporter cette démonstration suivant la doctrine nationale, édictées aux pages 15 et 16 de la note DGPR du 20 décembre 2021, qui fait référence à certaines mesures de maîtrise de l'urbanisation, prévues par la circulaire du 4 mai 2007.

Par courrier DBO/CR/26010 du 18 février 2026, l'exploitant a apporté cette démonstration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Implantation stockage extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II.1

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation stockage extérieur

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Implantation</p> <p>Stockage extérieur : Les récipients mobiles sont disposés de façon à ce que leurs parois soient situées au moins à 20 mètres des limites du site.</p> <p>...</p> <p>Des distances inférieures peuvent être prévues sous réserve que l'exploitant démontre que les zones de dangers graves pour la vie humaine à hauteur d'homme au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 par effets directs et indirects ne dépassent pas les limites du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté, que la zone de stockage extérieure de Liquides Inflammables (LI) du parc 532, est localisée à moins de 20 mètres de la limite de propriété.</p> <p>L'exploitant a précisé, que tenant compte de la segmentation en modules de faible surface de stockage ainsi que la présence de murs coupe-feu 2 heures, la modélisation des effets thermiques en cas d'incendie, démontre l'absence d'effets graves pour la vie humaine à l'extérieur de l'établissement, tel que l'autorise l'article II.1 de l'arrêté ministériel du 24/09/20.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les récipients mobiles stockés, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ; - la surface maximale susceptible d'être en feu est adaptée aux moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie et n'excède pas 1 000 m² ; - la distance entre deux îlots, depuis le bord de chacune des rétentions ou, le cas échéant, de la zone de collecte, respecte les conditions suivantes : - Distance minimale entre le bord de la rétention, ou le cas échéant, de la zone de collecte, vis-à-vis de tout autre îlot, rétention extérieure associée à des réservoirs tout autre activité ou stockage couvert, ou tout autre stockage susceptible de favoriser la naissance d'un incendie : 10 m car surface maxi < 500 m²
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue sur site afin de vérifier visuellement la conformité au PAC, de la réalisation du stockage 517.</p> <p>Cette vérification n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Dispositif d'extinction des effluents enflammés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.14.III</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif d'extinction des effluents enflammés
Prescription contrôlée : Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur ré-inflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pare-flamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection, un plan faisant apparaître les siphons coupe-feu implantés sur le site Nord. Il a déclaré que les siphons coupe-feu sont réalisés en béton, lors des travaux de génie civil pour la construction des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et/ou des eaux d'extinction en cas d'incendie. Le contrôle et la maintenance de ces siphons consiste à vérifier visuellement leur bon état et l'absence de bouchage. Un contrôle de tous les siphons coupe-feu, a été effectué à l'occasion de la réfection des égouts en 2021. Aucun nouveau contrôle des siphons coupe-feu n'a été effectué depuis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Prévoir une périodicité de contrôle des siphons coupe-feu, implantés dans les réseaux d'évacuation des eaux pluviales et/ou des eaux d'extinction, des zones de stockage et de chargement/déchargement de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Etat des stocks de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de liquides inflammables
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : - d'un état des stocks de liquides inflammables tel que défini à l'article 30 du présent arrêté
Constats : L'inspection s'est rendue sur site, afin de vérifier l'état des stocks du stockage 517. A noter que celui-ci n'étant pas encore en service au moment de l'inspection, les produits concernés étaient

stockés sous la marquise du bâtiment 544. L'exploitant a demandé l'autorisation de transférer ces produits vers le nouveau stockage 517 par courrier électronique du 19 février 2026, auquel l'inspection a répondu favorablement le même jour.

Du fait d'un étiquetage imparfait des contenants (Absence d'étiquetage ou de masse de produit pour quelques GRV), l'inspection n'a pas pu comparer pour chaque référence de produit, la correspondance de la masse de produit présente sur site, avec celle mentionnée dans l'état des stocks.

Cependant, la masse totale de produit présente dans le stockage 517 au moment de l'inspection est de :

- 22 491 kg selon le comptage visuel sur site ;
- 23 832 kg selon l'état des stocks.

La capacité maximale de ce stockage mentionné dans le APC est de 44 t pour la rubrique 4331 et de 42 t pour la rubrique 4510-2.

En synthèse, la quantité de produit stocké dans le (futur) stockage 517 respecte le volume maximum indiqué dans le PAC, en revanche l'étiquetage perfectible des contenants mobiles, ne permet pas la vérification de la concordance entre les quantités par référence de produit réellement stockées in-situ, avec l'état des stocks.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Améliorer la rigueur de l'étiquetage des produits stockés en récipients mobiles : Référence produit, masse et étiquetage CLP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois